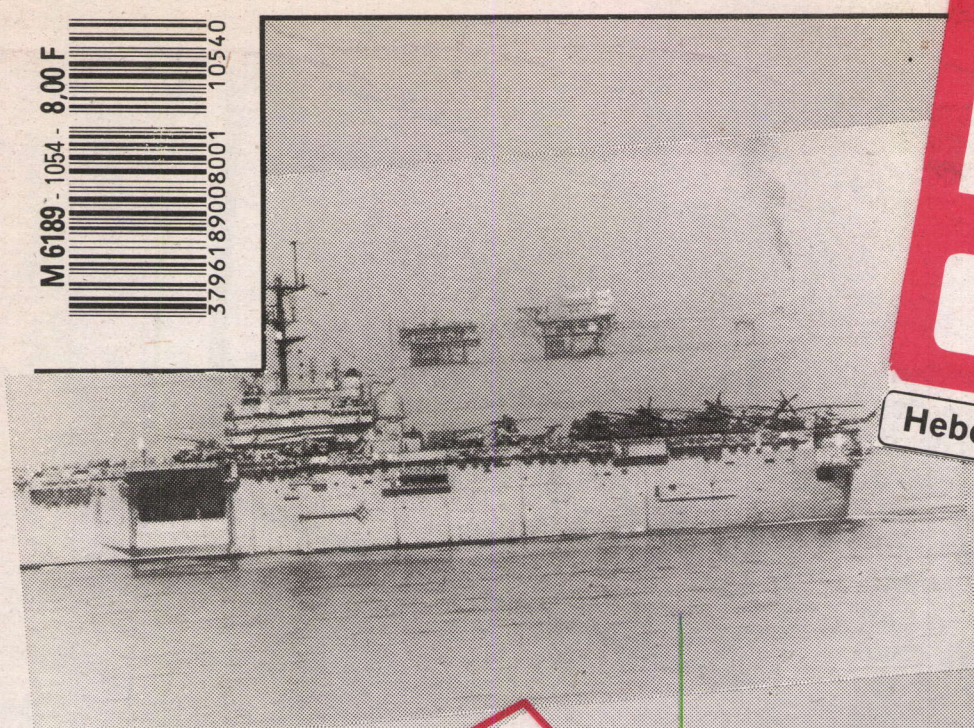
M 6189 - 1054 - 8,00 F
3796189008001 10540

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 054 - 13 août 1988 - prix : 8 F



UN MILLION DE MORTS DANS LA GUERRE IRAK - IRAN

POUR QUE LES TRUSTS DU PÉTROLE CONTINUENT DE RÉGNER

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

POUR QUE LES TRUSTS DU PÉTROLE CONTINUENT DE RÉGNER AU MOYEN-ORIENT

Un million de morts dans la guerre Irak-Iran

Un cessez-le-feu a été conclu entre l'Irak et l'Iran. Les armes vont enfin se taire aux confins des deux pays, dans ce Chatt-Al-Arab où les deux peuples iranien et irakien se sont entre-tués pendant huit ans de guerre. Une guerre atroce, imbécile, qui a fait plus d'un million de morts, dans une dispute incessante autour de la possession d'un territoire de désert ou de marécages. Un million de morts, des sacrifices, des souffrances et des destructions sans nombre... Pourquoi ?

On nous dit aujourd'hui que ce cessez-le-feu, comme celui qui est intervenu au même moment en Afrique Australe entre l'Afrique du Sud et l'Angola, est dû aux «efforts» de l'ONU et des grandes puissances. C'est celles-ci qui auraient réussi à convaincre les belligérants de mettre fin à une tuerie qui n'aurait d'autre cause que le fanatisme de l'un et de l'autre. Mais c'est d'abord ces grandes puissances, justement, qui sont responsables de cette guerre et de sa prolongation.

★ ★ ★

Lorsque la guerre a été déclenchée, il y a huit ans, la dictature du chah venait d'être renversée en Iran. Le régime de Khomeiny, qui l'avait remplacée, se présentait certes comme une dictature réactionnaire, mais qui pouvait menacer les intérêts occidentaux et la stabilité politique au Moyen-Orient. Les USA, la France et les autres puissances occidentales, et même l'URSS s'en inquiétaient. C'est pourquoi le dictateur irakien Saddam Hussein a pu lancer ses troupes contre l'Iran de Khomeiny avec le feu vert des Etats-Unis, et avec les armes fournies par la France, l'URSS et quelques autres, qui espéraient bien qu'il réussirait à abattre le nouveau régime de Téhéran.

Le régime de Khomeiny ne s'est pas écroulé, mais la guerre n'en a pas moins continué. Pas seulement parce que les marchands d'armes occidentaux – les trusts français de l'armement en particulier – trouvaient leur compte dans la vente de tout le matériel possible aux deux armées en présence. Mais aussi parce que, pour les dirigeants des grandes puissances, à défaut de faire tomber Khomeiny, l'épuisement des deux peuples iranien et irakien dans cette guerre sans issue était de toute façon une bonne chose.

Tant que l'Irak et l'Iran se faisaient la guerre, on était sûr qu'ils n'auraient guère les moyens de s'en prendre aux intérêts occidentaux et qu'ils en seraient plutôt réduits à aller quémander de l'aide, des armes et des crédits auprès des capitales occidentales. En outre, la guerre avait toutes les chances de favoriser, dans les deux pays, l'emprise de la caste militaire aux dépens des aspirations des peuples à leur émancipation. Enfin, au sein des peuples du Moyen-Orient, l'espoir qu'avait représenté à un moment la fin de la dictature du chah a pu faire place au dégoût et au désespoir devant ces huit ans de tueries, de chauvinisme effréné, de réaction militaire.

★ ★ ★

Le seul problème, pour les dirigeants occidentaux en particulier, c'était de s'assurer que la guerre ne sorte pas trop des marécages du Chatt-Al-Arab et que les pétroliers pourraient continuer à circuler sans encombre pour transporter l'or noir du golfe Arabo-Persique vers les Etats-Unis, l'Europe ou le Japon. Et c'est pourquoi il y a un an les USA, suivis par les puissances européennes, ont envoyé une armada croiser dans les parages pour veiller au grain, et intervenir à l'occasion. C'est un de ces porte-avions américains qui a abattu, il y a un peu plus d'un mois, un avion civil iranien avec tous ses passagers. Il s'agissait paraît-il d'une «erreur» !

Alors, aujourd'hui, les grandes puissances estiment qu'il faut en finir ; l'épuisement réciproque des deux pays les rend maîtresses du jeu ; et de toute façon l'Iran comme l'Irak sont trop à bout de forces pour pouvoir espérer remporter un avantage militaire réel sur l'autre. L'Iran, comme l'Irak l'avait déjà fait il y a longtemps, a demandé à son tour le cessez-le-feu ; et l'ONU n'a plus eu qu'à déployer ses bons offices pour rendre celui-ci effectif. Voilà en quoi consiste tout l'«effort de paix» de ces grandes puissances, en premier lieu les grandes puissances impérialistes occidentales, auprès de qui l'URSS a joué le rôle de comparse !

★ ★ ★

La guerre terminée, les dirigeants d'un certain nombre de trusts occidentaux s'inquiètent : ils ne pourront plus faire autant d'affaires en vendant des armes là-bas. Mais d'autres – et parfois les mêmes – calculent déjà les profits qu'ils vont faire grâce aux inévitables dépenses de reconstruction. Et les Reagan, les Mitterrand et quelques autres peuvent se dire que, tous comptes faits, cette guerre aura favorisé leur domination et celle des trusts pétroliers au Moyen-Orient, ou tout au moins empêché qu'elle ne soit ébranlée.

Mais notre souhait, c'est que les peuples iranien et irakien puissent un jour présenter, aux dirigeants de ces grandes puissances qui se prétendent les apôtres de la paix, en même temps qu'à leurs propres dirigeants qui s'en sont faits les instruments, les comptes de cette effroyable boucherie ; et qu'ils trouvent à leurs côtés la classe ouvrière d'ici, opprimée et exploitée par les mêmes trusts qui ont fait leur profit de la guerre du Golfe.

LES PROFITS BATTENT TOUS LES RECORDS

LE CHÔMAGE ET LA BAISSE DES SALAIRES AUSSI

L'euphorie règne dans les milieux patronaux cet été. Les chiffres d'affaires et les profits déjà réalisés ou sur le point de l'être dépassent en effet largement toutes les prévisions. L'année 1987 avait déjà vu un énorme gonflement des profits des entreprises industrielles dont les cent premières avaient totalisé 63 milliards de bénéfices, soit une hausse de 60% ! Mais 1988 sera pour eux encore meilleure paraît-il.

Il ne se passe d'ailleurs pas de semaine, sans qu'un grand groupe industriel fasse savoir que ses profits 1988 seront encore plus juteux qu'annoncé. Ainsi Rhône-Poulenc, selon *Les Echos* du 20 juillet, «espère frôler les 3 milliards de francs de profits en 1988», soit plus de 20% de progression au lieu des 10 à 15% espérés jusque-là. Jusqu'à Usinor Sacilor qui a tenu à faire savoir à l'*Usine Nouvelle* qu'il avait déjà engrangé «*plus de 2 milliards de profits pour le premier semestre*».

La presse économique et financière, dans laquelle les bourgeois discutent sans fard de leurs affaires, jubile, presque incrédule, devant le pactole : «*Depuis plus de dix-huit mois, les entreprises françaises réalisent des performances plus que satisfaisantes qui dépassent ce qu'espéraient les plus optimistes*» exulte, dans le numéro d'*Investir* du 1er août, le directeur d'un institut économique du patronat. Et de souligner la progression, sur les douze derniers mois, des chiffres d'affaires réalisés dans la plupart des branches industrielles : plus de 9% pour le bâtiment et les travaux publics, + 12% pour la construction aéronautique, + 9,3 pour l'automobile, + 9,4% pour le caoutchouc et les plastiques, + 8,8% pour la chimie de base et les industries électriques et électroniques. Cela signifie que les entreprises prises dans leur ensemble et pas seulement les plus grandes, dont les résultats sont seuls publiés, se trouvent aujourd'hui dans une santé florissante.

Ce qui ne les empêche pas de continuer à réduire les effectifs partout où cela leur paraît possible. Alors que la production automobile bat son plein, Chausson, filiale commune de Renault et Peugeot, a annoncé en juillet un plan de suppression de 1134 emplois.

D'après *Le Monde*, porte-parole fidèle des gouvernements socialistes, «*M. Rocard craint une augmentation de 250 000 chômeurs d'ici à la fin de l'année*». «*Et les prévisions à moyen et à long terme tournent au cauchemar*» avoue l'hebdomadaire pro-rocardien *Le Nouvel Observateur* du 5 août, dans un article intitulé *La revanche du capital*.

En conséquence de quoi, le gouvernement étudierait une nouvelle extension des divers stages et contrats à temps partiel pour des salaires encore plus partiels, façon commode de truquer les statistiques, tout en fournissant de la main-d'œuvre à bon marché au patronat.

Mais cette nouvelle dégradation de l'emploi n'a rien d'inévitable, pas plus que la poursuite du blocage des salaires, dont le pouvoir d'achat se trouve de plus en plus rogné par la reprise de la hausse des prix. Le patronat, et tout particulièrement celui des entreprises industrielles dans lesquelles la production perdue ne se rattrape jamais, aurait aujourd'hui tout à craindre de grèves suffisamment décidées et générales pour le menacer d'un blocage prolongé de ses usines et de ses profits. La bourgeoisie a aujourd'hui les moyens de payer une substantielle hausse générale des salaires. Tout comme elle pourrait renoncer sans dommage aux licenciements, qui sont le plus souvent destinés dans la période actuelle, alors que la production croît, à remplacer des travailleurs en poste par des salariés en situation plus précaire dans des entreprises sous-traitantes ou intérimaires.

Les nouveaux sacrifices que la bourgeoisie s'apprête à imposer à la classe ouvrière sont motivés par la recherche de super-profits qui lui paraissent sans risque, gratuits, du fait de l'absence de réaction d'ensemble de la classe ouvrière. Mais, que celle-ci se rebiffe, et toute la situation serait inversée.

Pierre VERNANT

Les SIVP en forte augmentation
DES CONDITIONS DE PLUS EN PLUS PRÉCAIRES

D'après les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, édités par le ministère du Travail, entre le 1er juillet 1986 et le 30 juin 1987, 277 768 jeunes ont été recrutés en stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP). Le nombre de recrutements en SIVP a été multiplié par 2,8 par rapport à l'année 1985-1986.

Sur le sujet, des études de l'ANPE montrent que, parmi les SIVP, les titulaires d'un CAP ou d'un BEP restent largement sur-représentés (plus de 58%) et les jeunes ayant le niveau BAC ou au-delà sont encore plus de 20 000 au deuxième trimestre 1987. Il y a même 3680 SIVP qui ont un niveau égal ou supérieur à «BAC + 2» ! Ce type de stage était pourtant prévu, officiellement, pour des jeunes manquant de formation et ayant, pour cette raison, des difficultés à trouver un emploi.

En fait, les SIVP permettent d'embaucher de façon précaire des jeunes, formés ou pas. Toujours selon l'ANPE elle-même, le recrutement des SIVP correspond à des périodes d'essai, à la recherche de salariés au moindre coût pour les entreprises. Les stagiaires se substituent aux embauches sous contrat à durée déterminée ou aux emplois saisonniers. Aux emplois précaires, on a substitué des emplois encore plus précaires.

Ce sont surtout les petites entreprises qui recrutent les SIVP, et la formation passe au second plan, quand elle existe ! Au total, quatre branches recrutent plus du tiers des jeunes. Avec un effet cumulatif année par année, les SIVP représentent 6,2% des effectifs du commerce de détail alimentaire, 5,2% de ceux des hôtels-cafés-restaurants, 3,9% du commerce de détail non alimentaire et 3,5% de la réparation automobile.

Ces chiffres sont révélateurs. Pour des jeunes, pour toute une partie de la population ouvrière, l'avenir offert par cette société, ce sont les petits boulots, les stages x ou y, sans formation véritable, à des conditions précaires et avec des salaires minables.

Belle «initiation» à la vie d'exploité !

APRÈS LE KRACH, LE KRACH ?

(Ph. Mérillon / Gamma)

O,5%, ce n'est pas beaucoup : c'est l'augmentation du taux d'escompte décidée mardi 9 août par la Réserve Fédérale, la banque centrale américaine. Mais il n'en faut pas plus pour qu'on recommence à parler de krach et que les propos optimistes entendus ces derniers temps sur la reprise économique, sur l'économie mondiale qui sortirait de la crise, soient un peu oubliés.

Il faut dire que les financiers ont de la mémoire : c'est justement la hausse des taux d'intérêt américains, pendant l'été 1987, qui avait précédé le krach d'octobre. La panique sur les marchés financiers ne s'était estompée que parce que les banques centrales des pays occidentaux ont ouvert les robinets du crédit, en faisant précipitamment machine arrière et en baissant les taux d'intérêt.

Dix mois après, grâce en partie au crédit facile, les financiers se sont refaits – ou d'autres se sont refaits sur le dos des perdants – et les indices des Bourses ont retrouvé des niveaux comparables à ceux d'avant octobre. Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets et tout ce beau monde se dit que cette belle envolée ne va pas durer toujours.

C'est pourquoi il suffit d'une petite glissade des taux d'intérêt pour que les capitaux, à l'affût des signes d'une baisse possible, aillent chercher ailleurs leurs profits. C'est ce qui s'est passé à la Bourse de New York et dans les autres places financières, dans la foulée, qui ont commencé à baisser à l'annonce de la décision de la banque centrale américaine.

Ce n'est pas encore la panique ; on commence seulement à se demander si ça ne va pas venir. Mais ce qui est sûr, c'est que les raisons profondes de la crise sont toujours là. Quand on nous dit que l'économie va bien, c'est surtout parce que la spéculation financière va bon train et que les grandes entreprises n'ont jamais fait tant de profits, tant et si bien qu'elles ne savent plus où placer leur argent. Mais les investissements réels dans la production restent très limités. Et les financiers, qui le savent, préfèrent spéculer en se tenant prêts à retirer leurs capitaux dès le premier signe de crise.

Et voilà comment toute la marche de l'économie mondiale reste suspendue aux humeurs des grands financiers mondiaux qui, à peine sortis d'un premier krach, se demandent seulement comment se sortir au mieux d'un deuxième.

A.F.

TV À PÉAGE

La redevance télé va augmenter fortement l'année prochaine. D'après le gouvernement, cette augmentation serait nécessaire pour que les chaînes publiques «*fassent progresser la création et la qualité de leurs programmes*».

On nous avait dit que la privatisation de TF1 et son financement par la publicité allaient donner des moyens supplémentaires aux chaînes publiques. On ne sait pas si c'est le cas, mais le résultat est là : leur niveau ne relève guère celui, affligeant, des chaînes privées. Alors on nous dit maintenant qu'en payant plus cher, on aura mieux et qu'on pourra «*défendre la création française*» face à l'envahissement des programmes américains.

Bref, grâce à cette augmentation, on aura un peu plus de *Châteauvallon* et un peu moins de *Dallas*.

Piètre consolation !

PÉAGES, RAS LE BOL

Les usagers du pont de Tancarville, en Normandie, protestent : les tarifs de ce pont à péage devraient augmenter à partir du 11 août ; paraît-il pour financer la construction d'un nouveau pont.

Quand le pont de Tancarville avait été construit, on avait annoncé qu'il ne serait à péage que le temps de rembourser les frais de construction. Ceux-ci sont remboursés depuis longtemps, mais le péage, lui, continue et même augmente... Tout comme celui des autoroutes.

Le progrès est en marche : on a institutionnalisé le racket !

LES NOUVELLES ALGUES SONT ARRIVÉES

De Venise à la Mer du Nord en passant par la Bretagne et la Côte Atlantique, les vacanciers ont vu cette année du nouveau sur les plages. Les «nouvelles algues», brunes ou vertes, prolifèrent à cause de la pollution. Elles dégagent une puanteur exécrable et, en tout cas, rendent les bains de mer pas vraiment agréables.

Le «meilleur des mondes» capitaliste pourrit par tous les bouts et sa pourriture nous rattrape même pendant les vacances, même sur les plages.

Nouvelle-Calédonie

PLAINTES CONTRE LES EXACTIONS DES MILITAIRES

Vendredi 5 août, cinquante plaintes contre X ont été déposées à la demande d'habitants de l'île d'Ouvéa qui affirment avoir été victime de sévices de la part des militaires lors de leur recherche des preneurs d'otages, fin avril.

Ces plaintes font état de «*séquestrations arbitraires, violences, voies de fait, destructions de biens, de récoltes, vols et menaces de mort*» entre le 25 avril et le 6 mai, comme en portaient largement témoignage les récits parus dans la presse ces dernières semaines. Ainsi était notamment révélé l'usage répété de la matraque électrique appliquée au front, au menton, au ventre des habitants par les militaires. Ces faits auraient d'ailleurs entraîné la mort d'un vieil homme.

De plus, lundi 8 août, 25 plaintes contre X ont été déposées, à la demande cette fois d'habitants de la région de Canala, sur la côte Est, où les gendarmes avaient brûlé des cases lors d'opérations.

Voilà les méthodes, dignes des sales guerres coloniales, auxquelles les militaires ont recours en Nouvelle-Calédonie. Et ni Mitterrand, ancien ministre de la Justice pendant la guerre d'Algérie, qui a donné son accord pour l'assaut de la grotte d'Ouvéa, ni Chevènement, nouveau ministre des Armées, qui tenait dès les premières semaines à blanchir «l'honneur de l'armée», ne viendront chagriner les militaires pour agissements passés ou futurs.

Ceux-ci attendent sûrement que la justice enterre tranquillement l'affaire, comme elle l'a déjà fait pour l'enquête sur la mort d'Eloi Machoro et de Marcel Nonnaro, tués par le GIGN en 1985. Mais les habitants d'Ouvéa, depuis des mois, par leur courage et leur détermination à témoigner, à clamer la vérité contre la version qu'auraient voulu faire avaler les militaires, ont déjà prouvé qu'ils ne se laisseront pas aussi facilement intimider ni réduire au silence.

LA ROUTE TUE, LA SOCIÉTÉ AUSSI

(AFP)

Parce que la route des vacances a été cette année plus meurtrière que l'an dernier (le chiffre des tués est en augmentation de 71 %), les autorités se sont mobilisées sur injonction gouvernementale, et lors du week-end du 6 et 7 août, un certain nombre de préfets sont montés au créneau. Des tribunaux volants installés au bord des routes ont prononcé des sentences immédiatement exécutoires et suspendu le permis de conduire de plusieurs contrevenants en excès de vitesse. Cela devrait se reproduire lors du grand week-end du 15 août.

Chacun sait, du simple gendarme au ministre des Transports en personne, que l'on ne règlera pas ainsi le problème des accidents de la route dont la gravité, sinon le nombre, augmente régulièrement. Mais on nous dit qu'il s'agit d'une action dissuasive et que la peur du gendarme peut suppléer aux insuffisances de l'infrastructure routière, au développement anarchique du transport automobile, à la tentation de l'alcool, à la puissance excessive des voitures, aux ratés de l'étalement des vacances, etc... Peut-être ! Pour un week-end ou deux, cela diminuera l'hécatombe, mais à terme, il faudra bien affronter les vrais problèmes, les problèmes de société.

Il y a bien sûr, bien des choses à dire sur chacune des causes précises des accidents ; mais on voit plus rarement dénoncée la cause profonde de l'immense majorité de ces accidents, une cause sociale liée au développement de l'utilisation de l'automobile, dans le cadre de la société capitaliste.

Car dans cette société, les voitures, comme tous les biens, sont d'abord produites pour être vendues, pour rapporter du profit aux groupes industriels qui les fabriquent. Alors tout est prévu pour qu'ils en vendent le plus possible : la publicité, les performances de plus en plus poussées pour attirer le client, etc... Et aujourd'hui, la voiture est un bien de consommation courante, avec 26 millions de véhicules dans un pays comme la France.

Mais on n'a pas prévu ce qu'il fallait pour l'utilisation de cette masse de véhicules sans dommages pour les individus et pour la société.

Les voitures peuvent rouler à 200 à l'heure, mais les conducteurs doivent limiter eux-mêmes leur vitesse à 90. On passe un permis de conduire, mais ensuite aucun contrôle ne s'exerce sur les capacités de chaque conducteur à maîtriser l'engin de mort qu'on lui a vendu (à peine existe-t-il un contrôle médical pour les chauffeurs de poids lourds !). Quant à l'état du véhicule, il est laissé à la seule appréciation de l'automobiliste, de sa conscience, de ses moyens. L'Etat punit le seul usager après coup, c'est-à-dire après l'accident, en rejetant la responsabilité sur lui, sur son «inconscience».

Alors, au nom de la prospérité de l'industrie automobile, c'est l'absurdité sociale de l'utilisation de la voiture qui se développe.

On assiste ainsi tous les week-ends à ces migrations massives d'êtres humains, entassés par 4 ou 5 dans des boîtes de ferraille lancées à plus de 100 à l'heure les unes à côté des autres – quand ce n'est pas les unes contre les autres en dehors des autoroutes – sur plusieurs centaines de kilomètres.

Et tous les jours, le matin et le soir, ce sont d'autres migrations massives de voitures sous-occupées, souvent pare-choc contre pare-choc, pour aller au travail.

Au prix de plus de 10 000 morts par an et de centaines de milliers de blessés !

On en est encore là, malgré le développement des techniques de transports en commun qui malgré les accidents récents, qui auraient pu être évités, sont beaucoup moins dangereux que la voiture individuelle, et qui montrent combien les déplacements pourraient s'effectuer facilement, en bien plus grande sécurité, et finalement avec un coût bien moindre pour la société tout entière (le coût des tués et blessés de l'année 1987 représenterait 1 500 F par français, soit 75 milliards – 7 % du budget de l'Etat).

La société serait assez riche et développée pour se doter d'un réseau de transports en commun en avions, trains, bus, etc. suffisamment dense et fiable, pour satisfaire l'immense majorité des besoins de déplacement dans des conditions d'accessibilité, de confort et de rapidité bien supérieures à ce qui existe aujourd'hui. La voiture particulière deviendrait alors un moyen annexe, voire accessoire, au lieu d'être un moyen essentiel de transport, comme aujourd'hui. C'est d'ailleurs ce que pratiquent ceux qui ont de l'argent, ne serait-ce que pour leurs loisirs : ils ne risquent pas leur peau dans de longs et fastidieux trajets routiers ; ils prennent l'avion ou le train, vont à l'hôtel (pas besoin d'emmener leur tente ou de tirer leur caravane sur des centaines de kilomètres) et s'ils ont besoin d'une voiture pour de petits déplacements ou pour la promenade, ils en louent une sur place !

Organiser les transports, les loisirs, la vie pour satisfaire les besoins ne serait peut-être pas rentable pour le profit capitaliste des grands trusts de l'automobile et de tous ceux qui leur sont liés. Mais ce serait rentable pour la société tout entière en terme de vies humaines, de souffrances, de gain de temps, de pénibilité, et aussi de gâchis de richesses.

Claude CHARVET

BUVEZ ET CONDUISEZ

Dans un tiers des accidents mortels de la circulation, l'abus d'alcool est incriminé. On nous le dit et on nous le redit. Après chaque accident, les gendarmes testent l'alcoolémie des conducteurs et punissent. La presse et le gouvernement nous expliquent combien cet abus d'alcool coûte cher à la Sécurité sociale.

Mais cela n'empêche nullement la législation sur la publicité pour l'alcool d'être de plus en plus souple. Il y a de plus en plus de spots de ce genre au cinéma, dans la rue et dans les transports en commun (cela a même failli être autorisé à la télé qui a reculé devant le scandale). Comment s'étonner si la consommation n'en diminue pas !

(AFP)

ET L'ÉTALEMENT DES VACANCES ?

Aujourd'hui, il n'est plus beaucoup question de l'étalement des vacances l'été. Cela avait pourtant paru être une solution pour diminuer la densité de circulation au cours d'un certain nombre de week-ends particulièrement meurtriers l'été.

En hiver, cela a marché, puisque à chacune des périodes de congés scolaires correspondent maintenant des dates différentes selon les académies. Il faut dire que l'intérêt des stations de sports d'hiver, à qui cela permet de tourner mieux et plus longtemps, était en jeu.

En été par contre, l'idée est tombée à l'eau. Il faut dire que cela demandait aux entreprises un effort d'adaptation dans le sens de l'intérêt général... Et, à un moment où il est de règle de donner aux patrons de plus en plus les mains libres, il n'est pas question de mettre en péril la sacro-sainte rentabilité pour aider à diminuer le nombre des accidents sur les routes !

De toute façon, au train où vont les choses, l'étalement des vacances risque fort de se faire par la suppression de la possibilité de s'en payer...

Après l'accident qui a fait un mort à la Gare de l'Est

UNE INSÉCURITÉ CROISSANTE

Trois jours après la deuxième catastrophe ferroviaire de cet été, la grande presse renvoie dos à dos syndicats et direction SNCF: les économies sur les investissements et les effectifs (il a tout de même fallu deux accidents en plein Paris pour qu'il en soit fait état), discute-t-on gravement, ont-elles oui ou non une incidence sur la sécurité ?

Et le directeur par intérim de la SNCF, Jean Costet, d'apporter la réponse sur le plateau que lui tend cette presse : «Jamais, au grand jamais», a-t-il juré. Si on a réduit les effectifs, explique-t-il, c'est dû soit à la modernité du matériel, soit encore à la baisse du trafic, et pour le reste ce ne sont que des économies sur les frais généraux. CQFD, pour un aspirant-nouveau directeur général, quand le poste est vacant... Mais personne n'a, semble-t-il, demandé à ce monsieur comment il explique les séries d'accidents actuelles.

Il est évident que les économies sur le matériel – même quand il est moderne, d'ailleurs – et sur les effectifs ont une incidence sur la sécurité. C'est une question de bon sens. C'est une évidence pour n'importe quel travailleur. Car ce sont en réalité tous les travailleurs, dans toutes les entreprises, qui connaissent dans le détail les menus résultats d'une politique générale d'économies : du recyclage des pièces usagées au contingentement des outils ou des fournitures, qui n'a vécu le ridicule, et quelquefois le danger, des situations que crée, dans la production et l'organisation du travail, l'austérité à tout crin ?

C'est la même chose au chemin de fer. Si ce n'est que la matière première y est constituée de milliers de tonnes de marchandises... ou de milliers de voyageurs, et que la machine ne se contente pas de tourner, elle avance, et à des vitesses de plus en plus «performantes». Alors, le problème ridicule devient un incident dangereux. Il faut le dire et le répéter : ces incidents sont quotidiens à la SNCF. Et quand s'y ajoutent le nombre des personnes impliquées ou la vitesse, c'est la catastrophe. Voilà tout. Pas besoin de 36 commissions d'enquête pour comprendre cela.

D'ailleurs on a, malheureusement, un échantillonnage maintenant assez diversifié de ces catastrophes pour observer qu'elles ont eu des causes souvent différentes ; qu'à chaque fois, toute une série de points litigieux ont été mis en lumière. Cela traduit bien que c'est l'ensemble de l'activité des cheminots qui subit les effets négatifs de la politique d'économies tous azimuts.

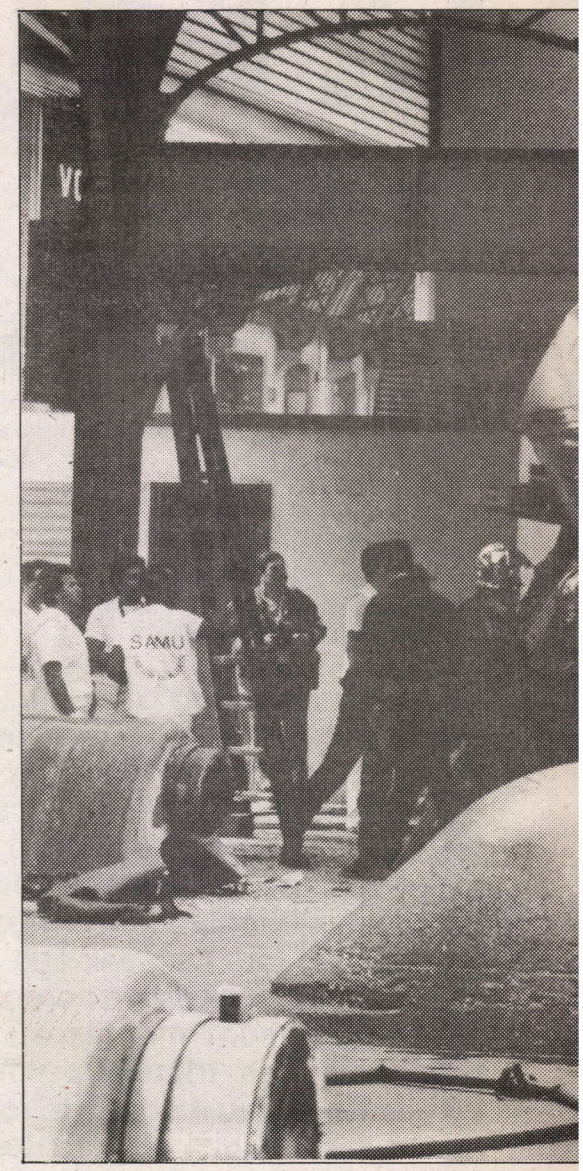
Pour prouver son souci de sécurité, la SNCF a avancé des chiffres : *«1,8 milliard de francs consacrés à la sécurité en 1988»*... C'est tout simplement ridicule... C'est comme si, dans une automobile, on décidait de comptabiliser les rétroviseurs et le frein dans «la sécurité», mais pas le moteur ou les clignotants ; sans parler du conducteur, de son état de fatigue, s'il est seul ou peut repasser le volant, etc.

Justement, le handicap est de 10 000 cheminots par an ! Quant à l'état général de la machine, le chiffre global des investissements annuels à la SNCF, il a considérablement chuté : de 12 milliards de francs en 1978, il n'est plus que de 8 milliards à peine en 1985. Et s'il y a une légère remontée en 1986, elle est due en grande partie au lancement du TGV-Atlantique.

Alors oui, la sécurité à la SNCF impliquerait un retournement complet de politique : des investissements dans tous les domaines – ils sont nécessaires –, l'arrêt des baisses d'effectifs, et l'embauche obligatoire, de façon que les effectifs remontent. L'annonce d'une petite rallonge budgétaire sans aucune embauche supplémentaire pourrait peut-être calmer un temps l'opinion choquée, mais ne s'attaquerait pas aux vrais problèmes : le personnel actuel ne suffit pas à la tâche, et s'il faut des moyens nouveaux, ils ne doivent pas incomber à ceux qui sont déjà surchargés.

Il faut s'attaquer à la politique d'austérité, qui tire profit de toutes les économies réalisées par le patronat et les gouvernements successifs sur le dos des travailleurs, économies sur les effectifs, sur les conditions de travail, sur les salaires aussi. Cela fait partie d'une même lutte, contre la dégradation générale de toutes les conditions de vie et de travail.

Hervé MARTIN



L'accident du 6 août à la Gare de l'Est

UNE QUESTION

Après l'accident de la Gare de l'Est, la presse a expliqué que le freinage avait cette fois bien fonctionné, mais que la motrice continuait à pousser le train, la traction électrique étant restée anormalement en action lors du freinage.

Au dépôt Chapelle, qui se trouve sur le réseau Nord, les cheminots de l'équipe freins ont été étonnés.

En effet, il y a une dizaine d'années déjà, sur le réseau Nord, des incidents de ce type survenus en gare avec des rames banlieue type Z 6100 avaient obligé la SNCF à résoudre le problème : pour éviter que le train reste en traction au moment du freinage, la SNCF a fait installer un système, un relais (QP) qui coupe la traction dès la première manipulation du frein (première dépression).

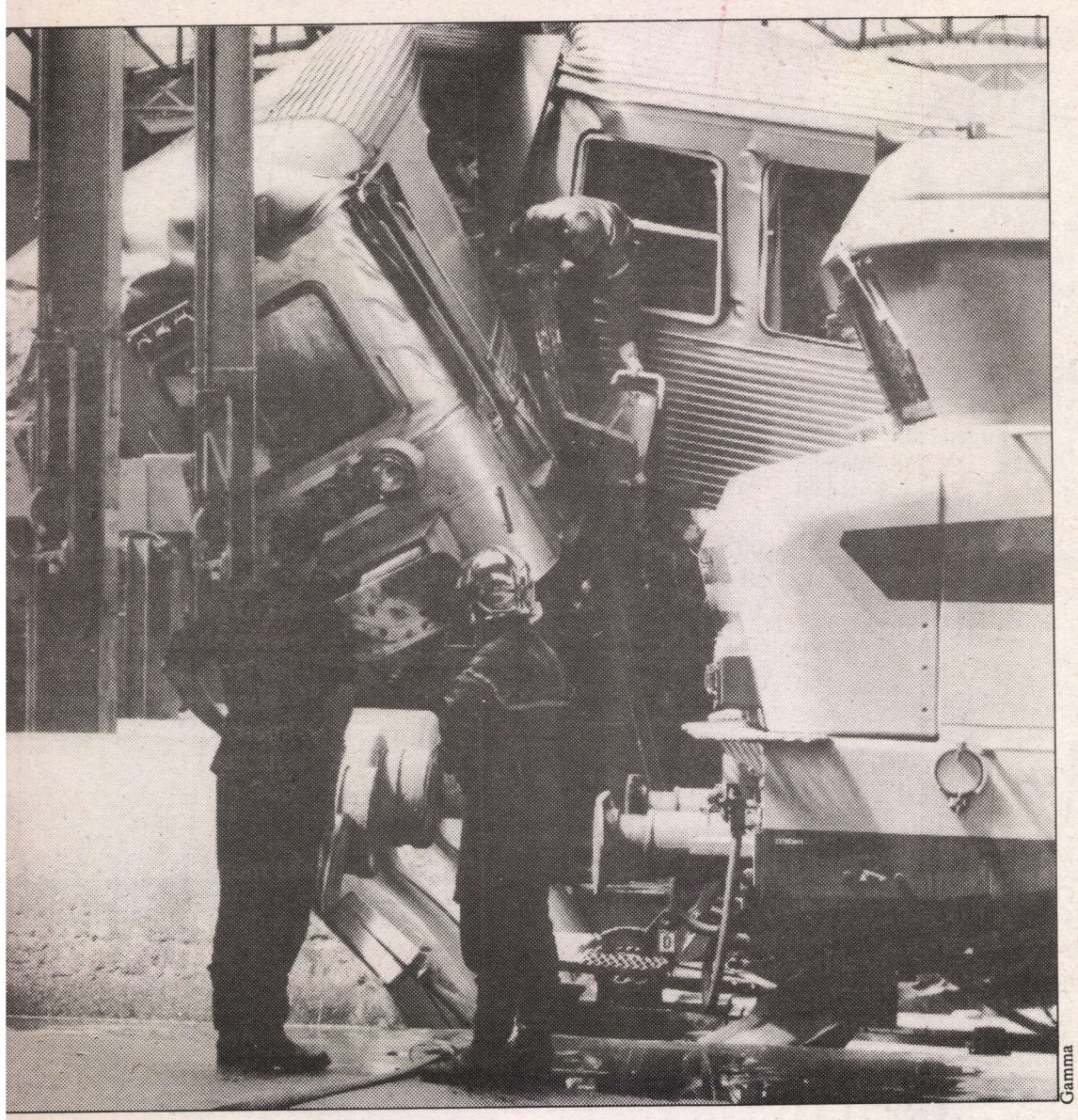
Pourquoi n'y avait-il pas ce genre de système sur la rame de Gare de l'Est !

Correspondant LO

LES DIR… LA P…

Dans les heures qui ont suivi l'accident de la Gare de l'Est, le ministre des Transports, Delebarre, a obtenu la démission du directeur de la SNCF, Rouvillois. Delebarre a joué les indignés devant les caméras de la télévision : *«Comment !* s'est-il exclamé, *Mitterrand avait tapé du poing sur la table du Conseil des ministres après la catastrophe de la Gare de Lyon, et voilà un nouvel accident !»*. Mais qui cela va-t-il impressionner, cette fois ? En 1985, Paul Quilès nous avait déjà fait le coup en démissionnant Chadeau après les accidents de l'été : cela n'a rien changé, si ce n'est pour Chadeau, promu peu après vice-président du groupe Bouygues...

Il y a quelques semaines, ce n'est pas la SNCF, ce sont des cheminots du rang qui ont dû comparaître devant les tribunaux pour répondre de ces accidents. Mais les juges n'ont pas pu taire qu'il n'y aurait pas eu Argenton-sur-Creuse avec un contrôle automatique de vitesse, qu'il n'y aurait pas eu Flaujac avec le radiotéléphone. Bien des cheminots savent qu'à tout moment, ils risquent de se retrouver res-


Gamma

ECTEURS DÉMISSIONNENT OLITIQUE CATASTROPHE CONTINUE

ponsables d'un incident, voire plus. Tous les conducteurs, les agents dont le travail est directement lié à la sécurité, bien sûr ; mais pas seulement. Les compressions d'effectifs aidant, c'est aujourd'hui chaque cheminot qui est visé. Car d'un côté, nous subissons tous des conditions de travail de plus en plus abrutissantes, qui multiplient les risques d'erreur, tandis qu'il y a de moins en moins de monde pour rattraper une erreur commise, ou simplement s'en apercevoir.

Et il n'y a pas non plus de système matériel de sécurité qui compense ces pertes d'effectifs. Sauf peut-être sur le TGV. Là, la défaillance possible a été prévue, et des moyens techniques doivent entrer en action pour y remédier. Le TGV n'a pas connu le moindre incident sérieux depuis sa mise en service en 1981. Mais pour le reste, c'est une politique démente qui se mène : non seulement on supprime les effectifs (10 000 par an en moyenne), mais on économise en même temps sur le matériel, sur les temps de visite et les délais de révision, alors que ce matériel devient au contraire de plus en plus vétuste, connaît donc de plus en plus d'incidents, et devrait logiquement être plus surveillé.

Il y a donc une logique pour le TGV, source de commandes à certaines grosses sociétés, dont Bouygues, et qui peut servir de vitrine commerciale pour Alsthom et l'industrie ferroviaire, qui font des affaires à l'étranger ; et une logique pour la banlieue parisienne, où les trains sont juste bons à acheminer des masses de travailleurs du domicile au travail. Que les accidents se multiplient là est le signe que la banlieue subit particulièrement aujourd'hui la politique d'économies à tout crin. De même, que ces accidents se produisent en été est le signe qu'avec les congés (non remplacés, faute d'effectifs) et les pointes de trafic des grandes vacances (par bien des aspects, le même matériel sert à la banlieue et aux grandes lignes), on a largement dépassé les limites de la sécurité.

Tout cela est clair. Rouvillois lui-même, du temps où il n'était que directeur-adjoint chargé des finances, avait dit qu'*«on était parvenu à la limite au-delà de laquelle la sécurité du service public était mise en cause»*. Ça ne l'a pas empêché de conduire la même politique, au-delà de cette «limite».

Eh bien oui, il y a une limite à tout. Et si les directeurs de la SNCF ne se suivent que pour faire la même chose, il faudra bien que les cheminots eux-mêmes indiquent que ça suffit.

Effectifs en baisse, conditions de travail éprouvantes, mais aussi salaires en baisse, c'est finalement la même chose du point de vue de la direction SNCF et du gouvernement : il s'agit, d'une façon, de l'autre, ou de plusieurs à la fois, de faire des économies. Cela tue des usagers, cela tue aussi des cheminots (un camarade de Paris-Austerlitz est mort au travail le lendemain même de l'accident de la Gare de l'Est ; on en a moins parlé), et cela nous use tous d'une manière ou d'une autre.

Oui, nous avons tout intérêt à nous battre.

(Editorial des bulletins Lutte Ouvrière SNCF **du 8 août 1988)**

QUAND L'INCIDENT RESTE ORDINAIRE...

Vendredi 5 août, une rame, l'essieu bloqué à cause d'une «boîte chaude», a dû rester à quai Gare Saint-Lazare à Paris, toute la journée. Au point qu'il s'est avéré impossible de tirer la rame par un locotracteur sans risquer de dérailler. Il a fallu la poser sur un lorry pour la déplacer jusqu'au dépôt.

Pour les cheminots, *«heureusement que cela s'est déclaré en gare : en pleine ligne, on allait droit à l'accident»*.

La rame est une Z 6400 et fait tous les jours le trajet Paris-Versailles ou Cergy. Ce matériel aussi connaît les économies d'entretien de la direction.

Correspondant LO

... ET QUAND IL DEVIENT UN ACCIDENT MORTEL

Dimanche 7 août, un cheminot est mort au travail, coincé entre le quai et un wagon qui manœuvrait, sous le hall SERNAM du Chevaleret (Paris-Austerlitz). Cet endroit est réputé très dangereux : les quais sont parfois jonchés de palettes, de plaques amovibles et aussi de regards non bouchés. Les chefs de manœuvre sont amenés à descendre et à monter en marche lors de leur travail, et bien sûr il n'est pas question de louper son coup. C'est dans ces conditions que beaucoup de cheminots travaillent quotidiennement, sous la pression permanente de la direction.

Mardi 9, ses camarades de travail se sont rassemblés à une trentaine sur le lieu de l'accident, à l'appel de la CFDT, pour exprimer leur sentiment de colère et d'indignation. Comme disent certains, *«si ça continue, on va tous y laisser notre peau»*. A 38 ans, ce cheminot est le cinquième tué au travail en à peine 20 mois sur la région Paris Sud-Ouest.

Correspondant LO

DES ÉCONOMIES DEVENUES BANALES

Aux Ateliers SNCF de Vitry, nous sommes spécialisés notamment dans la réparation des rames banlieue Z 5300 mises en cause dans les derniers accidents.

Eh bien, pas plus tard qu'il y a une dizaine de jours, nous avons appris lors d'une visite de l'entreprise SAB (fabriquant le système de rattrapage du jeu des semelles de freins) que les pièces neuves que nous remontons (qui sont fabriquées en sous-traitance) ne sont pas conforme aux normes SAB et «ne peuvent permettre un fonctionnement normal». *Et jusqu'à ce jour rien n'a changé.*

On peut ajouter à cela qu'on nous demande de faire le tri parmi les pièces usagées, pour remonter les moins mauvaises, alors qu'elles ne correspondent plus au gabarit de contrôle.

Quant aux effectifs, de «réorganisation» en «réorganisation», nous sommes de moins en moins nombreux à effectuer le travail.

Correspondant LO

LES CHEMINOTS RISQUENT LEUR PEAU

Vendredi 5 août au triage de Villeneuve Saint-Georges, un cheminot a été blessé, heureusement sans gravité, suite à un choc entre une rame de wagons marchandises qui était lancée du poste de débranchement sur une voie et un train prêt au départ, qu'une machine tractait pour l'emmener sur une autre voie.

Chacun ici a en souvenir qu'à cet endroit précis, en avril dernier, un cheminot est mort au cours d'une manœuvre et que, malgré ses promesses, la direction n'a pris aucune mesure et qu'elle n'en prendra pas si nous ne tapons pas du poing sur la table.

En plus, cette période d'été est marquée, plus que les autres années, par un manque criant d'effectifs, donc par une aggravation des conditions de travail et par un nombre impressionnant de déraillement, quasiment tous les jours !

C'est dire que chaque jour nous risquons notre vie, notre santé. Et les cheminots, pour beaucoup, commencent à en avoir sérieusement ras le bol.

Correspondant LO

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DU COLLECTIF CHEMINOTS INTERCATÉGORIES

Le Collectif cheminots intercatégories, issu de la grève SNCF de l'hiver 1986-1987, a tenu une conférence de presse le mardi 10 août. Il a commencé par souligner la responsabilité de la SNCF ; en particulier pour ce qui est de Gare de Lyon ; le conducteur avait vérifié l'état du système de freinage de la façon prévue par le règlement spécialement prévu pour ce type de matériel, réglement qui prévoit justement qu'il ne fasse cette vérification qu'à partir de sa cabine de conduite.

3 jours après l'accident, la SNCF modifiait cette disposition et demandait de faire cette vérification sur l'ensemble de la rame, en cas d'incident. Le collectif a posé la question : pourquoi y a-t-il eu cette restriction, et justement sur un matériel banlieue ?

Le Collectif a tenu à dire bien fort que, pour les cheminots de la base, c'est la SNCF et avec elle les gouvernements qui se sont succédé qui sont responsables ; car c'est la même politique imposée à toute la classe ouvrière, une politique d'économies sur le dos des travailleurs, qui s'est traduite ici par des accidents dramatiques. Il n'est pas vrai que la sécurité soit le souci numéro un à la SNCF, pas plus qu'ailleurs : ce qui passe avant tout, ce sont les économies sur les effectifs, sur le matériel. Pour le collectif, il reviendra aux cheminots eux-mêmes de lutter contre cette politique, de stopper les baisses d'effectifs et d'imposer au contraire l'embauche obligatoire d'effectifs nécessaires à de bonnes conditions de travail et de sécurité.

Banque de France (Puteaux)

ON RENTABILISE...

Fin juillet, la direction de la Banque de France, à Puteaux, a annoncé qu'il faudrait envisager des «dégagements volontaires» et «aménager les plages horaires». Elle a choisi son moment ! La minorité qui travaille au mois d'août discute : les plus vieux seraient relativement contents de quitter le travail quelques années avant la retraite, surtout si l'enveloppe est substantielle ; et certains employés ne voient pas d'un mauvais œil l'instauration des 2 × 8 quand il s'agira de venir le matin. Cela dit, ça posera à beaucoup d'autres des problèmes de frais de garde pour les enfants et de transports en commun.

Le tri des billets de banque doit être automatisé. Il concerne 37 femmes, à Puteaux. A l'établissement de Chamalières, elles seraient 600 femmes concernées. Mais le seul souci de la direction concerne... la machine qui effectuerait le travail de tri : sera-t-elle aussi bonne manipulatrice ? aussi rapide ? aussi vigilante ?

La direction de la Banque de France, comme les directions de la santé, des PTT et de la SNCF, est à l'heure de la «rentabilisation» sur le dos des salariés. Et c'est vrai que le risque que court la direction, c'est seulement une mauvaise qualité de cette monnaie qui se dévalue chaque année. C'est un risque bien minime.

Mais les suppressions d'emplois concernent des travailleurs, qui ont su montrer qu'ils étaient mécontents de la «gestion efficace» des hauts cadres de l'Etat. Et si ceux-ci préparent «l'horizon 1992 où il faudra être compétitif», c'est peut-être dès l'horizon du mois de septembre qu'ils auront à faire à un personnel combatif.

Correspondant LO

Cablauto (Montauban)

DES SOUS-CONTRAT... DÉTERMINÉS

La direction de Cablauto croyait avoir trouvé la solution pour avoir du personnel docile : embaucher des ouvrières avec des contrats de courte durée (3, 4 ou 6 mois) et les faire travailler en leur faisant miroiter sans cesse une éventuelle embauche. Eh bien, elle a dû sérieusement déchanter quand une partie de ces ouvrières, à qui elle demandait surtout de la fermer, se sont regroupées en Comité de défense des sous-contrat et ont ouvertement manifesté leur ras-le-bol à l'usine de Montauban, jeudi 28 et vendredi 29 juillet.

Cette entreprise du groupe P.M. Labinal comptait déjà 2 usines dans la région toulousaine : à Villemur (1 500 personnes travaillant pour l'aviation, IBM et l'automobile) et, à 15 km de là, à Labastide (300 personnes travaillant uniquement pour l'automobile). Depuis février, elle a ouvert un nouvel atelier à Montauban (40 km de Villemur), qui fait également des câblages pour l'automobile.

Dès le début cet atelier fut une affaire pour Cablauto : avec des locaux mis à sa disposition par la municipalité de Montauban, l'installation ne lui a pas coûté bien cher. Et Cablauto a continué les économies sur le dos des travailleurs : pratiquement tout le personnel de cet atelier (160 personnes) est embauché sous contrat. C'est en tout 300 personnes qui travaillent sous contrat dans l'ensemble des 3 usines. Salaires bas (5070 F brut par mois pour travailler en équipe), cadences très élevées avec petits chefs derrière le dos pour nous aiguillonner, heures supplémentaires le samedi matin pendant plus de 2 mois : voilà quel est le lot des ouvrières de cet atelier. Et bien sûr, pour s'assurer leur docilité, la direction ne cessait de faire le chantage à l'embauche : «travaillez bien et beaucoup, ne bronchez pas, obéissez et peut-être, peut-être...».

Mais ce petit langage a fait long feu quand on a appris en juin que cet atelier, à peine créé, allait définitivement fermer en décembre.

Quant au personnel, un sérieux problème se posait : d'après le procès verbal de la réunion du CE de juillet, pas un seul sous-contrat ne serait renouvelé sur Montauban ! Cela devenait dur pour les petits chefs de continuer à nous faire miroiter une embauche éventuelle. Mais, pas gênée, la direction continuait quand même à se moquer de nous en lançant la proposition de quelques mutations dans d'autres usines du groupe (Cahors, Montpellier, Saint-Ouen ou Vire en Normandie, soit jusqu'à 700 km). Et ce petit voyage pour «des contrats longue durée (sic) de... 8 mois» !

Du travail, il y en a, puisque depuis des mois le secteur Automobile travaille en heures supplémentaires. Quant à la productivité, elle a augmenté de 15 % en un an. Et les bénéfices, eux, sont passés de 3,6 millions en 86 à 15 millions en 87 ; et l'année 88 s'annonce encore meilleure. Cablauto pourrait donc toutes nous embaucher sans problème.

Mais à Montauban, c'est avec le problème des congés que la coupe a débordé. L'atelier devait fermer 15 jours en août. La plupart d'entre nous n'ayant bien sûr pas travaillé suffisamment lontemps pour tout prendre en congé, nous devions être indemnisées en chômage partiel. Le mardi 26, quand on apprit coup sur coup que cette indemnisation devait être de 62, 70 F. par jour et que l'usine allait fermer une semaine de plus (ce qui représentait une perte de 2000 F sur le mois d'août), ce fut la colère.

Jeudi 28, après la pause de 8 h de l'équipe du matin, on décida de ne pas reprendre le travail avant d'avoir de plus amples explications et d'exiger la venue du chef du personnel. On a recommencé le vendredi pour obtenir des explications de celui-ci. Entre temps, le Comité de défense des sous-contrat alla voir l'inspecteur du travail, qui confirma que la direction devait nous garantir la paye d'août.

Vendredi 29 après des explications houleuses, la direction revenait sur la décision de la 3e semaine de fermeture et promettait qu'aucune perte de salaire n'aurait lieu sur le mois d'août. Rien n'est réglé, car il veut se rembourser cette compensation à la fin de nos contrats. Mais nous étions contentes d'avoir notre paye intégrale au mois d'août. Et à la fin de ces quinze jours de congés, nous serons en pleine forme pour veiller au grain.

Correspondant LO

LA FIN DE LA GREVE AUX HOUILLERES DE PROVENCE

La reprise du travail a été votée aux Houillères de Provence, à Gardanne. Les propositions faites lundi 8 août aux syndicats par le ministère de l'Industrie ont été qualifiées par la CGT d'«avancées positives» et la majorité des grévistes, après quatre mois de conflit, a décidé de s'en tenir là.

(Eric Franceschi/GAMMA).

Une image du conflit de Gardanne : Arthur Scargill, leader de la grève des mineurs anglais (au centre) venu à Gardanne le 26 juillet.

La grève avait démarré le 7 avril par des débrayages de deux heures par jour et par poste, pour se transformer le 29 avril en grève de 24 heures reconductible. Les mineurs revendiquaient une prime de rattrapage du pouvoir d'achat de 1 500 F et une augmentation des salaires de 5 %. La direction refusait obstinément de discuter des salaires, renvoyant à une négociation nationale, au mois de septembre.

Lundi 8 août, le ministère de l'Industrie a tout de même ouvert une porte de sortie au conflit. Il a proposé une «indemnité de reprise» de 1 500 F et le versement d'une somme de 9 000 F, dont 4 500 F immédiatement et 4 500 F sous forme de versements mensuels, de 150 F jusqu'à décembre 1988, de 200 F ensuite pendant dix-neuf mois. Par rapport aux précédentes propositions de la direction, faites le 26 juillet et sur lesquelles la CFDT avait décidé de se retirer du conflit, le ministère a ajouté 500 F à la «prime de reprise» (1 500 F au lieu de 1 000) et retiré la condition posée alors pour la seconde enveloppe de 4 500 F, qui ne devait être acquise qu'à condition que la production dépasse 10,5 tonnes par jour et par mineur à partir du 1er septembre.

Les 1 500 F, même s'ils se présentent comme une «prime de reprise» et non comme le rattrapage demandé sur 1987, et les 150 puis 200 F mensuels peuvent apparaître comme une augmentation de salaire déguisée – les 5 % d'augmentation réclamés représentaient de 250 à 400 F mensuels. C'est pourquoi, sans doute, les mineurs peuvent ressentir ce dernier recul du ministère comme un succès et la CGT parler de victoire. Et il est certain que le gouvernement a préféré, tous comptes faits, trouver cette porte de sortie à un conflit dont la CGT et le PCF avaient choisi de faire le conflit-phare de l'été.

Alors, tant mieux si la direction des Houillères a reculé, ne fût-ce qu'un peu. Mais, au lendemain de cette grève, le problème de la lutte pour les salaires reste entier pour les travailleurs, et même pour ceux de Gardanne. Le retard pris par les salaires ces dernières années est d'au moins 1 000 ou 1 500 F par mois. C'est 1 000 ou 1 500 F qu'ont réclamés les travailleurs de Chausson, de Michelin, de la SNECMA, dont les grèves ont marqué ce début d'année 1988. Et le gouvernement et les patrons, qui craignent une «rentrée sociale» chaude, ne doivent pas s'en tirer avec des 0,5 ou des 1 %, ni même avec des 150 ou des 200 F, qui ne sont rien par rapport aux pertes subies par les travailleurs ces dernières années.

Alors oui, il faut faire céder les patrons et le gouvernement. Mais il faut les faire céder partout et sur toute la ligne. Et pour cela, il ne suffira pas de quelques grèves dures, mais isolées ; il faudra la grève, une offensive générale de l'ensemble des travailleurs.

Ce ne sont pas les directions syndicales, surtout soucieuses de la concurrence qui les oppose les unes aux autres, qui prépareront cette offensive. Ce sera aux travailleurs eux-mêmes de se donner les moyens de la mener, et de remporter une victoire qui sera celle de toute la classe ouvrière.

A MECATRONIC, LE PATRON DEMENAGE

L'usine Mécatronic, à Void, dans la Meuse – qui fabrique des composants pour le téléphone – a été déménagée le mardi 2 août pour Bonneville en Haute-Savoie, alors que les 22 travailleurs de l'entreprise (surtout des femmes) étaient en vacances et n'étaient pas informés d'un quelconque départ.

Les machines et le matériel ont été transportés au siège d'HPF (Horlogerie, Photographie Française) dont Mécatronic est une filiale.

Ce n'est que 3 jours après le déménagement des machines que la direction d'HPF a informé les salariés de Mécatronic et leur a proposé de rejoindre Bonneville, expliquant simplement que «*les frais de déménagement afférents à ce déplacement seront pris en charge par la société*». Pas de problème, en somme !

Sur le sujet, le maire de Void a organisé un vote et les 16 travailleurs présents de l'entreprise ont tous dit leur intention de ne pas partir.

Il semble, aujourd'hui, que la direction d'HPF envisage de rapatrier quelques machines. Elle a été embarrassée par la publicité faite à cette affaire, et surtout surprise. Comment, les patrons n'ont donc pas tous les droits ?

M.L.

– PARIS XIe –

EXPULSION MUSCLEE

Nous recevons de l'Association des habitants du 9, passage Basfroi, à Paris 11e, et du Comité des mallogés, le communiqué suivant :

«Jeudi 21 juillet à 14 h, le commissaire du poste « Camille-Desmoulins » (11e) nous a fait charger violemment et sans sommations par ses hommes, alors que nous étions en discussion avec un huissier à la porte de l'hôtel.

Des femmes enceintes ont alors été bousculées puis frappées par des policiers et M. Traoré, père de 5 enfants, s'est interposé ; il a alors été roué de coups devant plus de 50 témoins, puis embarqué au poste où, après l'avoir déshabillé, ils l'ont à nouveau tabassé et privé d'eau et de nourriture pendant plus de 24 h.

Non contents, ils ont déposé plainte pour coups et violences à agent. Pour avoir voulu empêcher que des femmes et des enfants soient malmenés, il risque la prison !

Le gérant a abandonné notre hôtel meublé le 13 juillet, après avoir coupé l'eau, l'électricité et le courrier, alors que nous sommes plus de cent personnes et enfants et qu'il nous a donné congé pour août.

Nous savons maintenant que le véritable propriétaire est l'OPHLM. Alors, pourquoi ne s'est-il jamais présenté ? Pourquoi a-t-il envoyé des ouvriers pour murer des chambres ?

Le commissaire, l'OPHLM et le gérant sont complices pour nous jeter à la rue !

Nous voulons être relogés !

Pas d'expulsion sans relogement !

Tous au procès de M. Traoré vendredi 26 août à 13 h 30, 31e Chambre – Palais de Justice.

«Association des habitants du 9 passage Basfroi, Comité des mal-logés».

LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

VENEZ DISCUTER AVEC NOUS !

Le mois d'août entre dans sa deuxième quinzaine. Alors que d'autres se terminent, deux caravanes de Lutte Ouvrière prennent le départ : l'une en Normandie, l'autre dans la Vallée du Rhône.

Nous publions ici toutes les étapes où elles s'arrêteront.

Vous pourrez y rencontrer nos camarades, discuter, confronter les problèmes et les expériences, prendre contact avec nous. Les vacances, c'est aussi une occasion pour cela.

NORMANDIE

Samedi 13 août : Granville
Dimanche 14 août : Coutances
Mardi 16 août : Beaumont-Hague
Mercredi 17 août : Equeurdreville
Jeudi 18 août : Cherbourg : place Napoléon
Vendredi 19 août : Valognes
Samedi 20 août : Bayeux
Dimanche 21 août : Ouistreham-Riva-Bella
Lundi 22 août : Villers-sur-Mer et Hérouville-Saint-Clair : salle de la Grande-Delle
Mardi 23 août : Le Havre : parking de la plage
Mercredi 24 août : Fécamp : parking du stade Le Dantec
Jeudi 25 août : Dieppe : salle des Réunions.

VALLEE DU RHÔNE

Samedi 13 août : Die, place de l'Hôtel-de-Ville
Dimanche 14 août : St-Jean-en-Royans
Mardi 16 août : Crest, place de la Liberté
Mercredi 17 août : Romans, place Jean-Jaurès à 20 h 30 : réunion publique, Maison des syndicats
Jeudi 18 août : Montelimar
Vendredi 19 août : Montelimar, place Paul-Loubet à 20 h 30 : réunion publique, Maison des sociétés
Dimanche 21 août : Malaucène à 20 h 20 : salle de la Mairie
Lundi 22 août : Bollène, devant la Maison de quartier de Saint-Pierre
Mardi 23 août : Pierrelatte, parking de l'école du Clos.
Mercredi 24 août : Nyons, place Olivier-de-Serres
Jeudi 25 août : Bagnols-sur-Cèze, parking place Guy-Coutel
Mercredi 26 août : Valréas

leur société

LA PLANETE DES ESCLAVES

La sous-commission des Droits de l'homme de l'ONU, qui s'est ouverte le 8 août à Genève, doit examiner un rapport sur l'esclavage des enfants.

On apprend dans ce rapport comment des enfants «*sont condamnés à mener une existence inhumaine et misérable*» ou «*forcés à des activités criminelles*», voire utilisés «*aux fins de transplantations d'organes*».

Au Bangladesh, par exemple, on aurait dénombré dans des maisons closes près de Dacca environ 800 enfant âgés de 7 ans ou à peine plus. «*On ne donnait rien à manger aux enfants qui ne rapportaient pas chaque jour la somme requise*» ; «*des fillettes dont les recettes diminuaient étaient généralement battues et pendues par les mains*», précise le rapport. Les enfant bengalis ne sont pas les seuls à être vendus à des tenanciers de bordel. Au Brésil, où plus de 30 millions d'enfants sont abandonnés, certains se prostituent, mais un grand nombre sont tout simplement vendus en vue d'accomplir du travail forcé. La commission a recensé 45 millions d'enfants qui travaillent dans des conditions inhumaines. Mais les enfants vendus ne sont pas les seuls esclaves de notre planète, précise le rapport. En effet, près de 80 millions d'adultes sont victimes de la servitude pour dettes contractées auprès de leurs employeurs.

Cela juge la société : pas seulement celle des pays sous-développés où ces faits ont été constatés, mais la société capitaliste mondiale qui en est responsable.

M.L.

SIVP A L'ESPAGNOLE ?

En Espagne, le chômage atteint officiellement plus de 20 % de la population active. Dans le sud, en Andalousie, sur 6,5 millions d'habitants, il y a 36 % de chômeurs et 30 % de familles sont au-dessous du seuil limite de pauvreté.

En dix ans, le pourcentage des chômeurs qui bénéficient des allocations de chômage est descendu de 50 % à 27 % du total : près des trois quarts des travailleurs sans emploi ne bénéficient d'aucune aide. En 1984, le gouvernement socialiste avait signé un accord qui prévoyait de porter à 48 % ce taux de couverture...

Alors, aujourd'hui, le gouvernement de Felipe Gonzalez propose, notamment pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, de soi-disant favoriser leur embauche en offrant à leurs patrons exemptions fiscales, aides directes et «flexibilisation» des contrats de travail : contrats temporaires, à temps partiel, etc.

Pas question, par contre, d'améliorer l'indemnisation, comme le proposent les syndicats. Des deux côtés des Pyrénées, les gouvernement dits «socialistes» sont là pour servir le patronat.

PAPA LATINUM PERDIT

«Sans le latin, sans le latin, la messe nous emmerde» : c'est le mécréant Brassens qui a le mieux exprimé la revendication de Mgr Lefebvre et des intégristes catholiques. Mais le latin, langue morte, est encore capable de nuire à ses ennemis : le pape vient d'en faire l'expérience.

En effet, dans le décret (en latin) condamnant Lefebvre comme schismatique, un solécisme horrible est venu tout brouiller : un nominatif a pris la place d'un accusatif. Affirmatif ! Du coup, après une telle faute de déclinaison le texte papal ne veut définitivement plus rien dire.

Pas de doute, la religion décline !

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire) : 130 F - pour un an : 250 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

Autocritique

«ON FRAPPE A LA PORTE»

de Iossif Guerassimov

Ecrit en 1960, onze ans après les faits relatés, ce court récit n'est paru qu'en 1987 en URSS. Il témoigne d'un épisode peu connu ici : la déportation de 25 000 Moldaves, une nuit de juillet 1949. On est en pleine Guerre Froide, dans la période des purges qui a suivi la guerre.

Pour la bureaucratie russe, il s'agit de traquer et de terroriser, en Russie même, des populations qui ont été en contact avec l'étranger et dont elle craint qu'elles soient difficilement assimilables par l'Etat russe.

Les Moldaves, précisément, ont subi l'occupation allemande durant la guerre. Il s'agit donc d'éliminer de Moldavie, république voisine de la Roumanie et dont la population parle le roumain, toute velléité de résistance à la russification. Les prétextes invoqués sont les plus arbitraires ; au point que le cadre du parti, héros du récit, éduqué pourtant à obéir, ne comprend plus.

Le récit tourne autour de cette peur, une peur absurde qui isole chacun et qui est le fondement de la dictature : peur des contrôles, des vérifications qui menacent à chaque instant, des coups frappés à la porte à n'importe quelle heure de la nuit. C'est cet engrenage de la peur que décrit Guérassimov, avec les côtés absurdes de la dictature stalinienne : on convoque par exemple tous les cadres du parti, en pleine nuit, pour leur lire un exposé sur... le matérialisme dialectique, en attendant le déclenchement des opérations militaires, la chasse aux villageois et la déportation de familles entières, femmes et enfants compris.

Un récit sobre, qui met en scène un cadre moyen du parti qui finit par se plier au sale boulot, lui aussi par peur.

C.F.

On frappe à la porte *de Iossif Guerassimov. Ed. Acte-Sud 75 F.*

Voyages

«LE TRIPTYQUE DE PRAGUE»

de Johannes Urzidil

C'est le premier livre publié en France de cet écrivain et journaliste tchèque de langue allemande, intellectuel ami de Kafka dans la Prague des années trente.

Ce livre, inspiré de souvenirs personnels mais largement romancé, est composé de cinq récits dans lesquels Urzidil fait revivre la ville avant et après la Première Guerre mondiale : une ville cosmopolite, riche de ses multiples cultures, slave, juive, allemande, mais où *«la haine et la zizanie continuaient à trouver leur aliment empoisonné»*, écrit-il, où *«Tchèques et Allemands persécutaient les Juifs de concert,* (où) *la noblesse impériale contemplait tout cela de son haut, tandis que les Tchèques contemplaient celle-ci de leur haut à eux et – malgré leur soumission – ou peut-être précisément à cause d'elle, la détestaient copieusement»*.

En plusieurs tableaux, nous découvrons Prague du début du siècle, telle qu'elle revit dans les souvenirs d'enfance de l'auteur, *«véritable gamin des rues»* qui avait eu *«l'avantage de ne pas grandir dans une famille bien protégée de la haute bourgeoisie, avec bonnes d'enfants et gouvernantes»* et qui rôdait dans la vieille ville avec ses recoins, ses marchés populaires, ses passages couverts.

Avec l'étudiant, on découvre une famille de grands bourgeois qui vit tournée vers des procès et des sentiments du passé, quand la bourgeoisie négociait déjà avec les rois. On suit l'auteur au café villageois de son père, imprégné de l'odeur tenace de *«vieille botte»*, de la slivovitz, d'où il est chassé un beau jour où, n'y tenant plus, il se lança dans une diatribe contre l'alcoolisme. Il atterrit, poussé par le goût de l'aventure, à Prague, dont un copain lui avait à l'avance donné la curiosité, car c'est une ville où *«on trouve des cafés où l'on peut lire les journaux du monde entier. Et à côté de chaque café, tu as une charcuterie»*, de quoi satisfaire les appétits vigoureux de l'adolescent. Embauché comme commis chez un libraire, il découvre son goût pour la littérature en même temps que pour les femmes, en menant de front deux aventures amoureuses.

Des récits compliqués quelquefois par une foule de noms, de personnages, historiques ou pas, de situations et de références dans lesquelles on se perd un peu, mais dont la fantaisie, l'humour et le ton acerbe font un ouvrage agréable.

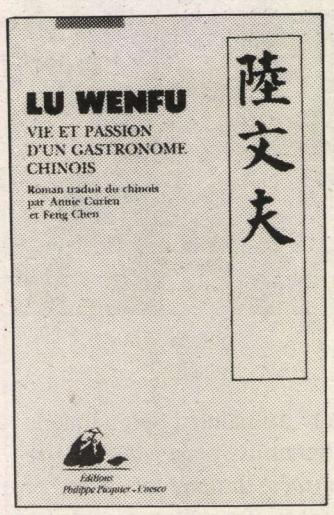
C.B.

Le triptyque de Prague *de Johannes Urzidil. Ed. Desjonquères (diffusion PUF). 110 F.*

Amuse-gueule

«VIE ET PASSION D'UN GASTRONOME CHINOIS»

de Lu Wenfu



Zhu Ziye, le héros de ce court roman, est présenté d'emblée comme un capitaliste, un odieux propriétaire qui possède des rues entières dans la petite ville de Suzhou dans la Chine méridionale. Il ne pense qu'à bâfrer et à engloutir en bonne chère les revenus confortables que lui assurent ses propriétés immobilières. Le narrateur, un étudiant pauvre, est l'ennemi intime et malchanceux de ce parasite, qui plus est locataire de Zhu Ziye et témoin involontaire et révolté des débauches culinaires de son propriétaire. Comment un tel personnage a-t-il pu survivre à quarante années de bouleversements sociaux et politiques en Chine ? C'est ce que nous relate d'une plume alerte Lu Wenfu.

C'est aussi l'histoire des déboires du narrateur, Gao, l'étudiant vertueux qui pendant 40 ans a lutté contre ce personnage qui pour lui symbolise le passé de la Chine. Promu directeur d'un restaurant après la révolution, militant communiste intègre, il tente de moraliser la vie publique et inaugure dans son restaurant, jadis repaire des goinfres du style de Zhu Ziye, une cantine populaire à plat unique. Mais Gao, s'il réussit à détourner de son restaurant le parasite Zhu Ziye, qui se réfugie chez lui où il continue à faire bonne chère en compagnie de ses amis, finit aussi par dégoûter de l'austérité même les huiles du parti...

Viennent le «grand bond en avant», les années de famine noire qui suivent, puis la révolution culturelle qui condamne nos deux héros, pour les voir réapparaître, inchangés, neuf ans plus tard. Le tourisme est de nouveau encouragé, il faut redévelopper les restaurants traditionnels : et voilà Gao chargé de réorganiser son restaurant de façon plus conforme à la nouvelle ligne.

Mais qui a gardé les recettes ancestrales de la cuisine chinoise ? Qui sait apprécier et goûter les bons petits plats, la soupe aux poumons de bœuf par exemple, ou l'oie braisée au marc de vin... sinon Zhu Ziye ? Et le voilà qui prend sa revanche, promu gastronome en titre; théoricien du bon goût, héros de la cuisine chinoise et déconcertant comme tel !

Ce court roman très décontracté, qui raconte sur le ton de la dérision les rapports de la cuisine et de la politique en Chine, est d'un humour très digeste !

C.

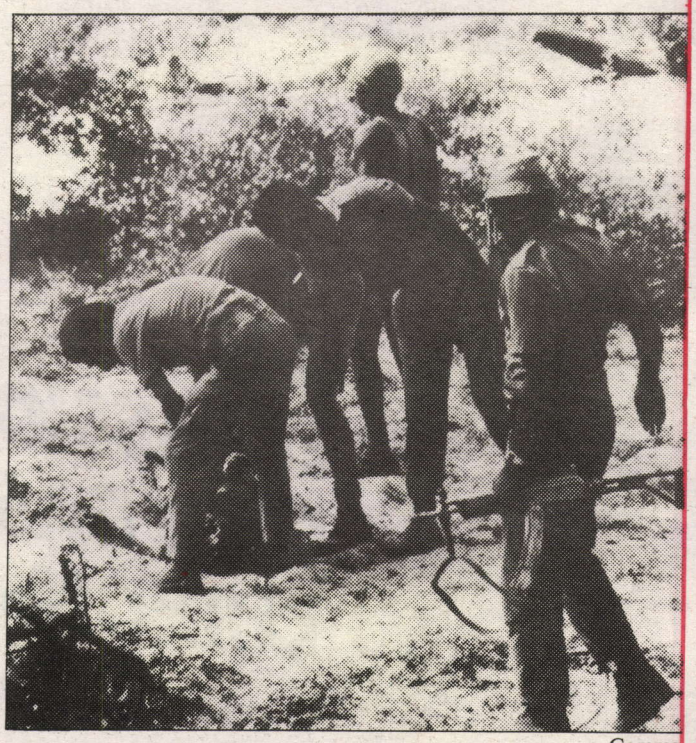
Vie et passion d'un gastronome chinois *de Lu Wenfu. Ed. Philippe Picquier – Unesco 72 F.*

Angola, Namibie, Mozambique

QUAND L'IMPÉRIALISME AVOUE UNE PARTIE DE SES CRIMES

Il est évidemment trop tôt pour savoir si l'accord de cessez-le-feu conclu lundi 8 août entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud signifiera ou pas la fin des combats au sud de l'Angola et en Namibie. En principe, d'ici au 1er septembre, les troupes sud-africaines devront se retirer d'Angola. Un plan de retrait des 50 000 soldats cubains qui combattent du côté angolais sera alors proposé. De même l'indépendance de la Namibie et le retrait des troupes sud-africaines de ce pays ne seraient plus qu'une question de temps.

On ne connaît pas encore en fait le contenu réel des accords intervenus. Il est possible que le régime angolais soit maintenant suffisamment épuisé par la guerre, surtout s'il est privé de l'aide cubaine, pour que l'Afrique du Sud se retrouve maîtresse du jeu dans la région, sans plus avoir besoin d'intervenir directement en Angola ou même en Namibie. Jusqu'à présent la politique sud-africaine a été de se constituer un glacis protecteur d'Etats à sa botte et de ruiner les régimes nationalistes dits «marxistes» d'Angola et du Mozambique, en armant, en protégeant, voire même comme en Angola en prêtant directement main-forte à des mouvements de guérilla noirs, rivaux des régimes en place. Avec la complicité des Etats-Unis, d'où provenaient de nombreux subsides destinés à ces défenseurs du monde dit libre.



L'armée sud-africaine à l'œuvre. Gamma

L'heure étant aujourd'hui à une tentative de règlement, l'impérialisme américain a changé son fusil d'épaule. Il lève un coin de voile sur les horreurs commises par ses anciens alliés jugés aujourd'hui trop encombrants.

Un rapport officiel du gouvernement américain vient ainsi de révéler les crimes de la guérilla pro-occidentale qui sévit au Mozambique, le Renamo. Créé en 1976 par les services secrets rhodésiens et soutenu depuis par l'Afrique du Sud, ce mouvement aurait récemment assassiné 100 000 civils *«dans une période de quelques mois, entre 1987 et 1988». «Ce qui se passe au Mozambique est l'un des pires holocaustes depuis la Seconde Guerre mondiale»*, explique le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires africaines. Selon lui, le Renamo mène *«une guerre atroce, brutale et délibérée contre des civils innocents, en recourant au travail forcé, à la famine, aux contraintes physiques et au meurtre gratuit»*.

La presse américaine s'est emparée du rapport et compare le Renamo aux Khmers Rouges de Pol Pot. Mais, selon le *New York Times,* des hommes d'affaires américains appartenant aux milieux conservateurs et... évangélistes finançaient encore récemment le mouvement.

La paix, si paix il y a demain en Angola, en Namibie et au Mozambique, sera celle des cimetières, des récoltes et des villages brûlés, des villes en ruines. Le monde dit libre est passé par là.

P.V.

Birmanie

CONTRE LE RÉGIME MILITAIRE, LA RÉVOLTE

Les manifestations de Rangoun, en Birmanie, ont pris lundi 8 août l'allure d'un véritable soulèvement populaire. Cent, peut-être des centaines de manifestants ont été assassinés par l'armée birmane. L'aviation a jeté des tracts menaçant de bombardement des quartiers populaires où la population s'est soulevée.

Les étudiants, qui ont donné le signal des manifestations, se sont dressés contre le nouveau dictateur, Sein Lwin, récemment «élu» par l'Assemblée nationale à la présidence, qui n'en est pas à son premier massacre. En 1962 déjà, il commandait l'unité qui avait assassiné 22 d'entre eux à l'université de Rangoun. En 1974, il écrasa une nouvelle révolte. Et en mars dernier, ce sont ses escadrons spécialisés qui ont tué 200 personnes à l'université, dont 41 étouffées dans un car de police où elles avaient été entassées.

La population a rejoint les étudiants dans la rue. Dans ce pays pauvre, le prix du riz, nourriture de base, a été multiplié par 4 depuis le début de l'année.

Les balles n'ont pas suffi à faire cesser la colère populaire. Les manifestants ont commencé à rendre les coups : plusieurs policiers ont été tués lors des affrontements. Des commissariats ont été pris d'assaut. En province, des unités militaires auraient refusé de marcher contre les opposants descendus dans la rue.

Le régime en place à Rangoun se réclame d'un prétendu «socialisme à la birmane». Mais ce n'est rien d'autre qu'une dictature militaire et policière qui fait végéter la population dans la misère et ne laisse à celle-ci d'autre choix que l'insurrection. Malgré tous les moyens dont elle dispose, l'armée au pouvoir n'est nullement assurée d'en triompher.

P.V.

Territoires occupés

LE PREMIER SOUCI DE HUSSEIN : FAIRE CESSER LE SOULÈVEMENT

La décision du roi Hussein de Jordanie de rompre les liens avec la Cisjordanie et de reconnaître l'autorité de l'OLP sur un futur Etat palestinien semble avoir été accueillie avec inquiétude en Cisjordanie.

Il faut dire que cette décision, si elle se présente comme favorable à la création d'un Etat palestinien, risque dans l'immédiat d'avoir des conséquences gênantes pour les Palestiniens de Cisjordanie. Hussein s'est empressé de licencier 21 000 fonctionnaires et employés des institutions jordaniennes qui subsistaient dans ce territoire occupé par Israël. Il laisse planer un doute sur l'avenir de l'ensemble des institutions et des services qui dépendaient encore du régime d'Amman, et dont l'existence contribuait à rendre l'occupation israélienne moins insupportable pour les Palestiniens.

En somme, si Hussein avait voulu contribuer, dans la mesure de ses moyens, à «couper les vivres» au soulèvement qui, au bout de neuf mois, se poursuit dans les territoires occupés par Israël, il ne s'y serait pas pris autrement. Et le faire cesser est sans doute en effet une de ses préoccupations.

Hussein, mais aussi l'ensemble des dirigeants des Etats arabes craignent le soulèvement palestinien, au moins autant que les dirigeants d'Israël. Ils craignent son caractère de masse, et que cette mobilisation explosive n'ait un effet contagieux auprès des autres peuples arabes. Cela compte sans doute beaucoup dans la décision d'Hussein, qu'il n'a pas prise justement il y a dix ou quinze ans, mais aujourd'hui, face à ce soulèvement palestinien que la répression israélienne ne parvient pas à faire cesser.

Bien sûr, le geste de Hussein peut aussi jouer son rôle dans un éventuel règlement du problème des territoires occupés. Il fait peut-être partie d'un plan concerté destiné à être mis en application après les prochaines élections israéliennes. Les «révélations» dont les dirigeants israéliens se sont offusqués, sur un plan de création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, l'indiquent peut-être. Mais quel serait le contenu exact d'un tel «règlement» ? Qu'est-ce que le peuple palestinien y gagnerait réellement ? Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza auraient bien raison, en tout cas, de se méfier d'un règlement concocté en secret entre Hussein, les Etats-Unis et peut-être Israël.

C'est sans doute pourquoi les uns et les autres préfèrent aujourd'hui garder leurs projets secrets, et voudraient surtout, avant tout, faire cesser le soulèvement. Et c'est précisément pourquoi le seul atout réel des Palestiniens, pour l'avenir, c'est la persistance de leur mobilisation.

André FRYS

utte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995